

Le pouvoir aux travailleurs

21 MAI 2000

N° 74

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- GOUVERNEMENT ET DIRIGEANTS SYNDICAUX AU SERVICE DU PATRONAT	2
- ROBERT GUEI SE PREPARE-T-IL A SA PROPRE SUCCESSION ?	3 - 4
- APRES AVOIR CHASSE BEDIE, GUEI FAIT LA COUR AU PDCI	4 - 5
- DES TRAVAILLEUSES EN GREVE	6
- ENCORE DES CADEAUX AUX PATRONS	6
- ROSE GUEI SERAIT-ELLE EN CAMPAGNE ELECTORALE ?	7
- PAROLE DE PETIT BEDIE	7
- LIBERTE POUR MUMIA ABU JAMAL !	8
- SIERRA LEONE : LA POPULATION VICTIME D'UNE INTERMINABLE GUERRE CRIMINELLE	8 - 10

E d i t o r i a l

**GOUVERNEMENT ET DIRIGEANTS SYNDICAUX
AU SERVICE DU PATRONAT**

Le premier mai en Côte d'Ivoire n'était déjà qu'un folklore pour amuser la galerie. Cette année, c'était encore pire. Le gouvernement a, semblerait-il, même envoyé des cars de ramassage pour venir chercher des "délégués syndicaux" "triés sur le volet", pour qu'ils aillent faire "allégeance" au premier représentant de la bourgeoisie, au palais présidentiel.

Les dirigeants des trois principales centrales syndicales que sont l'UGTCI, Dignité et la FESACI se sont comportés, une fois de plus, comme de véritables paillassons face au pouvoir. Ceux-ci avaient déjà décidé d'un commun accord de n'envoyer aucune revendication qui puisse gêner le gouvernement et le patronat. Pourtant, des revendications de plus en plus criantes des travailleurs ne manquent pas, tellement leur situation ne cesse de s'aggraver.

Si Guéi a, en plus, dans son discours de circonstance, demandé une "trêve sociale" aux travailleurs, ça relève d'une provocation, sinon d'une insulte. Parce que la réalité, c'est que c'est le patronat qui ne cesse de s'attaquer au pouvoir d'achat de la classe laborieuse. Et la moindre résistance de cette dernière fait des vagues de licenciements, avec la collaboration tacite du gouvernement et même des appareils syndicaux.

D'autre part, que le gouvernement dise qu'il ne peut pas augmenter les salaires des fonctionnaires parce que les caisses seraient vides, c'est une chose déjà pas acceptable pour les salaires les plus bas. Mais de là à dire qu'il ne peut être question d'augmentation, même dans le privé, sous prétexte que les riches n'auraient pas d'argent, c'en est une autre.

Cela montre au moins que les travailleurs n'ont rien à attendre d'aucun gouvernement, ni d'aucune direction syndicale actuelle, pour améliorer leurs conditions de vie. D'ailleurs, ce que les travailleurs de quelques entreprises ont obtenu juste après l'arrivée au pouvoir du CNSP et du nouveau gouvernement, ils le doivent exclusivement à leur lutte et à rien d'autre, comme par le passé.

ROBERT GUÉI SE PRÉPARE-T-IL À SA PROPRE SUCCESSION ?

Le général Guéi se plaît à laisser planer le doute quant à sa participation ou pas à la prochaine élection présidentielle. Il tâte probablement le terrain.

En tout cas, du côté du PDCI, un certain nombre des dirigeants de ce parti lui font depuis quelque temps, un appel du pied pour qu'il accepte de se présenter à cette élection au nom de leur parti. A leurs yeux, Konan Bédié n'est plus le bon cheval. Parmi ces dirigeants se trouve Paul Akoto Yao, l'ancien ministre des Affaires présidentielles de Bédié. Il a déclaré à la presse qu'il fallait un "arbitre" pour sortir la Côte d'Ivoire de la crise politique et que cet "arbitre" ne pourrait être que Robert Guéi, le continuateur, selon lui, de l'oeuvre d'Houphouët Boigny. Il a conclu en disant : *"Nous traversons aujourd'hui la situation vécue par la France sous la IVème République. C'est un général en retraite qui l'a sortie de l'impasse, en 1958. Le bon sens dirait que Robert Guéi est notre Charles de Gaulle"*.

Un autre dirigeant du PDCI, Auguste Miremont, ex-député et président du groupe parlementaire du PDCI déclare : *"Il appartient au président Guéi d'établir les contacts adéquats avec les dirigeants du PDCI pour solliciter l'investiture ou une alliance..."*.

De son côté, Dona Fologo, le secrétaire général du PDCI, tout en n'étant pas aussi clair que Akoto Yao ou Miremont, avait aussi laissé entendre qu'il était ouvert à *"toute alliance dans l'intérêt du parti"*.

Ce qui est sûr, c'est que

pour le moment tout se passe en coulisse. Guéi a accepté de ne pas modifier sur le fond le code électoral établi par Bédié pour écarter Ouattara. Selon la dernière mouture de ce code qui n'est pas encore définitif, Ouattara ne pourrait toujours pas être candidat à la présidentielle non plus à cause du fait que ses parents ne seraient pas de *"souche ivoirienne"* mais parce que dans son passé il se serait *"prévalu d'une autre nationalité"*. Voilà qui réjouirait aussi bien une grande partie des partisans de Bédié que de Gbagbo, parce que Guéi coupe ainsi l'herbe sous les pieds de Ouattara en reprenant à sa manière l'essentiel de leur critique contre celui-ci. D'ailleurs cela se confirme avec la mise à l'écart des ministres RDR et l'entrée de quatre ministres issus du PDCI dans le gouvernement qu'il vient de remanier.

Lorsqu'il a pris le pouvoir en fin décembre 1999, Guéi disait qu'*"une fois la maison nettoyée"*, il allait laisser le pouvoir aux civils. Il aimait bien dire que la lutte contre la corruption était une des premières tâches qu'il se donnait. Mais force est de constater que mis à part le fait qu'il a nommé l'avocat Jacques Vergès pour enquêter sur l'origine des fonds de Bédié dans les comptes suisses, il n'y a eu rien de fait. La grande majorité des hauts dignitaires du PDCI connus pour les détournements de fonds et des malversations de toutes sortes sont toujours libres. Tout au plus quelques-uns ont passé un court séjour, tout à fait symbolique à la MACA, ou au camp d'Akouédo. Selon certains journalistes, Robert Guéi serait en train de

négozier sur leur sort en fonction de leur ralliement à sa candidature. Voilà donc comment Robert Guéi trouve tout naturellement les mêmes réflexes que ses compères issus du même panier de crabes du PDCI ou des coulisses du pouvoir.

En tout cas, qu'il soit

APRES AVOIR CHASSE BÉDIÉ, GUÉI FAIT LA COUR AU PDCI

Le 18 mai le général Guéi a réorganisé son équipe gouvernementale. Il a renforcé la position des militaires, faisant entrer huit des neuf membres du Comité national du salut public. Quatre membres du PDCI font également leur entrée tandis que le RDR qui occupait hier une bonne position s'est retrouvé avec un simple strapontin, celui du ministère de la culture d'Henriette Diabaté. Celle-ci a démissionné. Après quoi, Allassane Ouattara a déclaré que son parti se trouvait maintenant dans l'opposition.

Cette nouvelle péripétie dans le gouvernement de "transition" de Robert Guéi, illustre le rapprochement entre les généraux au pouvoir et les dirigeants du PDCI au détriment des partisans de Ouattara. Mais quelques jours plus tôt Robert Guéi avait déjà annoncé la couleur lorsqu'il a donné son feu vert pour la nouvelle mouture du projet de code électoral à soumettre au référendum. En effet après avoir laissé croire qu'il allait procéder au changement du code électoral que Bédié avait taillé sur mesure pour écarter son rival Ouattara, Robert Guéi est revenu presque au point de départ puisque que le nouveau code

est candidat ou pas à sa propre succession, ce qui est sûr c'est que la "continuité de l'oeuvre d'Houphouët" sera bel et bien là : à savoir la corruption des détenteurs du pouvoir, le bien-être pour la classe des riches, la protection des intérêts de l'impérialisme français, et la misère toujours plus grande de la classe laborieuse.

ressemble, à quelques détails près au précédent. Selon toute vraisemblance, Ouattara, accusé d'avoir eu dans le passé une autre nationalité, ne sera toujours pas autorisé à présenter sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

Guéi a par ailleurs, mis en garde les dirigeants du RDR en affirmant qu'il avait contre eux des "preuves d'atteintes à la sûreté de l'Etat". Et qu'à tout moment il pouvait procéder à leur arrestation.

Bédié est un ennemi des travailleurs. C'est pour cela que son régime n'a trouvé aucun soutien au moment de sa chute.

Ouattara, cet ami de la banque mondiale ne vaut pas mieux pour les classes pauvres. Les travailleurs l'ont déjà vu à l'oeuvre aux plus hautes marches de l'Etat dans un passé récent.

Les origines de Ouattara et le fait qu'il ait fait une partie de sa carrière politique à l'extérieur de la Côte d'Ivoire, ne sont que des prétextes pour l'attaquer sur ce terrain. C'est déjà assez abject mais on aurait pu se dire qu'après tout, que les

loups se dévorent entre eux, cela ne nous concerne pas.

Mais en attaquant à leur tour Ouattara sur le même terrain, celui de la xénophobie et de l'ethnisme, ce général réactionnaire qu'est Guéi ainsi que son compère Gbagbo ne font que continuer cette campagne qui a répandu le poison ethniste dans toute la société. Bien des mécontentements, bien des frustrations y ont trouvé un exutoire, au point de transformer l'ethnisme en un fait social dont, malheureusement, nous commençons à entrevoir les conséquences néfastes. C'est ainsi que de plus en plus on peut ouvertement entendre dans les usines, les chantiers, les transports en commun, les quartiers populaires, les cours communes, toute la haine proférée contre les étrangers et assimilés, au point que c'est déjà devenu invivable. Déjà l'année dernière un simple conflit foncier entre deux familles de paysans, à Tabou s'est transformé, avec la complicité des autorités, en un conflit inter-ethnique. Il y a eu plusieurs morts et des milliers de paysans ont dû aller se réfugier au Burkina Faso.

Sachant que la Côte d'Ivoire est composée de nombreuses ethnies dont certaines sont à cheval sur les frontières, qu'elle est entourée de cinq pays et que de tout temps les populations se déplacent et parfois se mélangent, on sait comment on peut glisser facilement de la xénophobie vers le tribalisme ou le régionalisme. Par exemple, le simple fait que quelqu'un porte un nom à consonance musulmane, peut lui valoir d'être taxé de

"burkinabé" ou de "faux-ivoiriens" et d'être parfois désigné comme un "délinquant". Il n'y a pas un jour où dans un journal on ne trouve des propos écoeurants contre des soi-disant "étrangers" qui viendraient manger le pain des ivoiriens ou qui seraient responsables de tous les maux qui frappent ce pays.

Ceux qui écrivent les torchons ethnistes et xénophobes et ceux qui les inspirent, ont fait des études, se croient plus intelligents que les autres. Mais ce sont de vrais criminels ! Le jour où leurs plumes seront relayées par des couteaux ou par des machettes, ils s'en laveront les mains, et dénonceront l'ignorance et la barbarie de la population. Mais ce sont eux qui arment, dès aujourd'hui, les mains des assassins de demain. Et si les hostilités ethnistes qu'ils ont soulevé tournent à la catastrophe, comme au Libéria ou au Rwanda, ils auront toujours la ressource d'aller s'installer ailleurs. Eux, ils ont l'argent et les relations pour cela. Pas la majorité de la population. Pas les travailleurs.

Voilà pourquoi les travailleurs devraient se méfier comme de la peste de tous ces politiciens bourgeois qui veulent détourner leur colère et leur juste aspiration à une vie meilleure contre d'autres travailleurs. Car les vrais responsables de la détérioration de leurs conditions d'existence, ce ne sont pas ceux que ces politiciens et la presse à leur service désignent du doigt mais le système capitaliste qui réduit la grande majorité à la misère au profit d'une petite minorité.

*

*

*

* FIBR
* EDC

L E U R S O C I E T E

DES TRAVAILLEUSES EN GREVE

Voilà 7 mois que les balayees des rues d'Abidjan, employées par la société "ASH international", n'ont pas perçu leur salaire. Cette entreprise les affame sous prétexte qu'elle-même attend de l'argent de l'Etat.

Pour protester afin de se faire entendre des pouvoirs publics, ces balayees étaient en grève durant plus de deux semaines. Mais n'ayant toujours pas eu d'écho du gouvernement sur lequel elles comptaient pour intervenir en leur faveur, elles ont décidé de marcher sur la télévision et la maison de la radio, le mercredi 28 avril, quatre jours avant le 1er mai.

L'une d'entre elles expliquait : "La société nous verse seulement 25.000 F par mois. Nous payons nous-mêmes notre

matériel de travail et ne bénéficions d'aucun jour de repos, ni de férié. Nous avons des enfants à nourrir. Que le gouvernement intervienne pour nous soulager".

Non seulement le gouvernement ne fera rien, mais les femmes constatent au contraire que le maire d'Abidjan, Mobio, a tenté de remplacer les balayees en grève par d'autres balayees.

Les travailleuses de ASH International ne sont pas les seules à avoir des raisons d'être mécontentes dans ce pays. Voilà une des raisons pour lesquelles le gouvernement et les syndicats se sont entendus pour annuler la marche du 1er mai, "de peur que des aventuriers n'en profitent" pour manifester leur juste colère!

ENCORE DES CADEAUX AUX PATRONS

Guéi a peut-être supprimé quelques lignes téléphoniques et retiré des véhicules à quelques hauts dignitaires de l'ancien pouvoir, pour économiser l'argent de l'Etat. Mais ça relève plus de la poudre aux yeux qu'autre chose. Parce qu'en même temps qu'il dit aux petits fonctionnaires et autres petits employés de l'Etat, qu'il n'y a pas d'argent dans la caisse, il fait des cadeaux au

patronat ! Depuis la mi-avril, les plus grosses entreprises du pays sont exonérées de 5% de taxe qu'est l'ASDI. Combien de milliards par mois représentent ce cadeau ?

Evidemment, aucun parti politique, ni même aucun des trois dirigeants syndicaux n'ont dénoncé ce scandale. Ils sont tous complices!

L E U R S O C I E T E

ROSE GUEI SERAIT-ELLE EN CAMPAGNE ELECTORALE ?

Voilà 3 semaines que la femme du général-président effectue la tournée des principales villes du pays. Les paroles, ci-dessous, tenues à Bouaké le 08 mai dernier illustrent tout l'éventail des propos qu'elle sait tenir. C'est à se demander laquelle des deux entre Simone Gbagbo et Rose Guéi a des leçons à donner à l'autre dans ce registre :

"Il faut qu'un jour une femme dirige ce pays car les hommes ont vendu nos forêts et nos terres aux étrangers (...). Quand les boeufs des Peuhls détruisent les plantations des paysans, les préfets et les juges tranchent mal parce qu'ils ont leurs doigts dans la bouche des Peuhls qui ont donné

à l'un et à l'autre un boeuf. Il n'est pas normal que les Ivoiriens aient toujours tort quand ils ont un problème avec les étrangers (...). L'Ivoirien est timoré. Les Ivoiriens sont peureux. Et c'est la peur qui a fait que nous avons donné le pays aux étrangers. Réveillons-nous et occupons ce qui nous a été arraché". Evidemment, c'est "Notre Voie", le journal des "mille collines" qui rapporte fièrement ces propos, puisque le rapporteur parle "de coup de coeur de Mme Rose Guéi".

C'est à croire que dans ce pays, pour devenir "la première dame", il faut d'abord tenir des propos orduriers et surtout ne pas avoir le nez délicat.

PAROLE DE PETIT BEDIE

"Je pense que le concept d'ivoirité en tant que concept qui distingue et valorise l'Ivoirien mérite d'être soutenu afin que la Côte d'Ivoire soit protégée de l'invasion étrangère. L'ivoirité devrait avoir l'adhésion de tous les Ivoiriens".

Ce sont les paroles du Secrétaire national de la jeunesse du FPI (JFPI), Ces propos ont été recueillis par le journal "Notre Voie", proche de Gbagbo. Bédié devrait être heureux puisque les idées xénophobes qui lui étaient

si chères sont reprises sans état d'âme par ses anciens opposants. Mais rappelons tout de même que des insanités pareilles étaient déversées à longueur de journée au Rwanda dans les ondes de la Radio Mille collines juste avant que ce pays ne connaisse des massacres inter-ethniques qui ont fait entre cinq cent mille et un million de morts.

Il faut croire que le FPI voudrait faire jouer à son journal "Notre Voie" le même rôle que la sinistre radio Mille collines.

LIBERTÉ POUR MUMIA ABU JAMAL !

En 1981, alors qu'il portait secours à son frère agressé par la police de Pennsylvanie aux USA, Mumia Abu Jamal, grièvement blessé, est arrêté puis accusé du meurtre d'un policier. Il est condamné à mort au terme d'un procès truqué, expéditif, (dissimulation des preuves favorables à la défense, subornation de témoins, intimidations sur eux, faux témoignages, racisme de la part des jurés et du juge, etc.).

Voilà une décision de justice rendue dans un pays qui prétend être un modèle de démocratie dans le monde. En réalité Mumia a été condamné en raison de son engagement politique, notamment en faveur des "Black Panthers".

En effet, c'est un militant

de la cause des Noirs et anti-raciste. C'est pour cela qu'il a été jeté en prison, sans preuve. Depuis 19 ans, il clame son innocence ; il vit donc sous la menace permanente d'une exécution capitale. Si jusqu'à présent il a échappé à la chaise électrique, c'est grâce aux nombreuses protestations et manifestations de soutien de par le monde, par exemple en France.

Les prochaines semaines risquent d'être fatales pour le prisonnier, car le juge de la cour fédérale doit se prononcer sur la révision ou non du procès de Pennsylvanie. Il est à souhaiter que ces mêmes protestations et manifestations qui jusqu'à présent ont empêché l'exécution de Mumia puissent continuer.

SIERRA LEONE : LA POPULATION VICTIME D'UNE INTERMINABLE GUERRE CRIMINELLE

Depuis quelques jours, de violents affrontements opposaient l'armée sierra léonaise soutenue par le contingent nigérian de l'ONU aux bandes armées d'un prétendu Front révolutionnaire uni (RUF). Ces combats, qui se déroulaient pas loin de Freetown, la capitale, ont déjà fait de nombreuses victimes parmi les civils.

Au début de ce mois, il y a eu une prise en otage d'environ 500 "casques bleus" par les troupes du RUF qui, en même temps, n'ont pas hésité à tirer sur la foule, tuant plus d'une quinzaine de personnes.

Pourtant, en juillet 1999, des accords ont été signés à Lomé, faisant la part belle au RUF qui a obtenu, en plus de l'impunité pour tous les crimes horribles qu'ils avaient commis, le poste de vice-président pour leur chef, le "caporal" Foday Sankoh, quelques postes ministériels et surtout la direction des ressources minières, essentiellement les diamants qui assurent 60% des exportations du pays.

Mais avant même que ces accords n'aient eu un début d'application, les rebelles les ont foulés au pied. Car, au fond, ils n'en voulaient pas. En effet, suivant l'exemple de Charles

Taylor qui, en 1989, avait déclenché au Libéria une guerre criminelle qui avait fini par le porter au pouvoir quelques années plus tard, Foday Sankoh, son émule, a voulu faire la même chose en Sierra Leone où il a déclenché en 1991 une guerre particulièrement atroce, allant de viols aux massacres en passant par des pillages de toutes sortes et des amputations des mains ou des bras. Des gosses de 10 à 15 ans ont été enrôlés de force dans les troupes de Foday Sankoh, après avoir été drogués et obligés de massacrer leurs propres parents.

Depuis le début de cette guerre en 1991, trois chefs d'Etat se sont succédé. Le dernier en date, Ahmad Tejan Kabbah, protégé de l'impérialisme britannique, a même été élu en mars 1996 par une petite minorité de la population lors d'un simulacre d'élections. Pour gouverner, il n'a pas trouvé mieux que de s'appuyer sur des milices recrutées dans sa propre ethnie, entraînées par des mercenaires britanniques et sud-africains. Un an après, il a été renversé par un coup d'Etat militaire, mais pas pour longtemps. En 1998, pour ramener au pouvoir le président déchu, les putschistes en ont été chassés par une force ouest-africaine dirigée par des généraux nigériens, avec l'aide des USA et de la Grande-Bretagne.

Aucun de ces dirigeants n'a réussi à mettre Foday Sankoh et ses bandes armées hors d'état de nuire. C'est que, non seulement ceux-ci sont plus motivés, mais aussi mieux équipés que les forces gouvernementales. En effet, adossés au Libéria de Charles Taylor, ils contrôlent les zones où se trouvent les diamants qui, selon les connaisseurs, seraient les plus beaux du monde et donc rapportent énormément de dollars. En plus des armes qu'ils peuvent

acheter sur place avec des marchands de canons, ils obtiennent de l'Ukraine, en échange des diamants, des armes qui transitent par le Burkina Faso et le Libéria. Bien entendu, le Burkinabé Blaise Compaoré et le Libérien Charles Taylor se servent au passage à l'aller comme au retour.

Ce ne sont donc pas seulement les hommes de main de Foday Sankoh et leurs complices des pays voisins qui n'ont pas intérêt à ce que la guerre se termine. Il y a aussi toute une mafia comprenant entre autres des Libanais, des Italiens, des Colombiens, etc., dont certains, semble-t-il, disposant même des avions personnels, assurent régulièrement un trafic de diamants entre ces régions minières et New York, Paris, Londres ou Bruxelles. A ce sujet, un journal rappelle à juste titre : *"Comme en Angola ou en République démocratique du Congo, les ressources minières alimentent un conflit sans fin, avec la complicité de plusieurs chefs d'Etat africains et, indirectement, des puissances occidentales. Non seulement rien n'est fait mais il est quasi impossible de mettre un terme à ce trafic qui, depuis bientôt dix ans, est le nerf de la guerre"*.

Tous ces margoulines, pour continuer à faire des profits très juteux, ne se privent pas d'attiser la guerre. De leur côté, les "combattants" des différentes factions, dont le nombre serait de l'ordre de 45.000, n'ont aucune envie que la paix revienne, car celle-ci ne leur apportera rien d'autre que la misère qui était leur lot quotidien avant la guerre.

Evidemment, il n'y a que la population qui aspire à la paix. Elle a déjà payé cher cette guerre criminelle : 15 à 30.000 morts

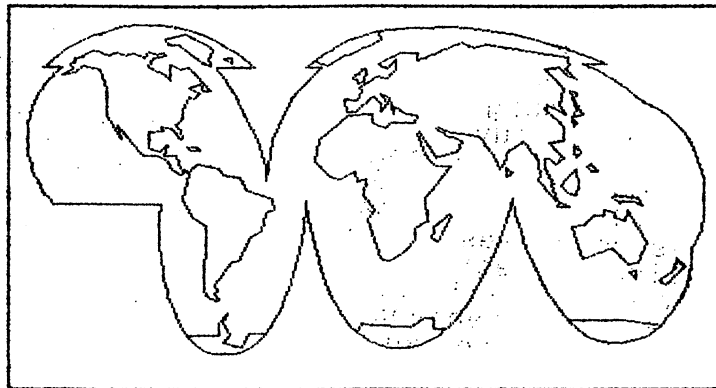
selon les sources, des milliers de mutilés et 500.000 réfugiés. Mais une paix durable n'est malheureusement pas pour demain.

Cependant, sous prétexte d'évacuer des centaines de ressortissants américains et britanniques, l'impérialisme britannique a envoyé 900 parachutistes et 600 marines en Sierra Leone. Il est question aussi que les USA et le Canada fournissent des "aides logistiques" et que la Russie intervienne avec des hélicoptères de combat. Tout ce branle-bas

annonce manifestement des opérations de guerre. La prise en otage des "casques bleus" par Foday Sankoh et sa bande armée donne-t-elle enfin un prétexte à une intervention directe de l'impérialisme pour mettre de l'ordre afin que les affaires reprennent leur cours ? Peut-être.

Mais il est évident qu'une telle intervention militaire n'a pas pour but de protéger la population. Et celle-ci risque malheureusement d'en faire les frais, sans parler des exactions des rebelles.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.